



# Investir dans le climat pour sauver la planète et l'emploi

---

Lydie Gaudier ■ Octobre 2015

A quelques semaines de la COP 21, Pierre Larrouturou, économiste français et fondateur du parti Nouvelle Donne, a organisé une conférence-débat à Bruxelles autour de sa proposition-phare : « 1.000 milliards pour le climat ». <sup>1</sup> Analyse de cette proposition

CENTRE D'ÉDUCATION POPULAIRE  
ANDRÉ GENOT  
rue de Namur 47 • 5000 Beez  
T. 081/26 51 52 • F. 081/26 51 51  
cepag@cepag.be • www.cepag.be

---

<sup>1</sup> Pour revoir la conférence-débat dans son intégralité : <https://www.nouvelledonne.fr/revoir-la-conference-debat-a-bruxelles-avec-jean-jouzel-pierre-larrouturou-et-philippe-lamberts/>



L'objectif de cette proposition ? Financer la transition énergétique par le biais de l'injection, par la Banque centrale Européenne (BCE), de liquidités dans l'économie pour des investissements dans l'amélioration de l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Une sorte de plan de relance pour le climat plutôt que pour les banques, comme nous le verrons plus loin...

## Le point sur les négociations climatiques

Le Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'Evolution du Climat, plus connu sous l'acronyme « GIEC » a été mis en place en 1988. Son premier rapport est paru en 1990. Il prévoyait une élévation de la température moyenne du globe de 3°C par rapport à la période préindustrielle et une montée du niveau des océans de 75 cm à l'horizon 2100.

Jean Jouzel, vice-président du GIEC jusqu'il y a peu<sup>2</sup>, précise que ces premières conclusions n'ont jamais été démenties depuis. A l'époque, elles étaient suffisamment alarmistes pour que soit adoptée, lors du Sommet de la Terre de 1992, la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).

Depuis, chaque année, se tiennent des réunions plénières dénommées COP (*Conference of Parties*) qui réunissent les signataires de cette Convention-Cadre.

Deux COP ont été particulièrement emblématiques : la COP 3 qui s'est tenue à Kyoto en 1997 et qui a abouti à l'adoption du Protocole du même nom, et la COP 15 organisée à Copenhague en 2009 qui a été un semi-échec retentissant.

Le Protocole de Kyoto visait, entre 2008 et 2012, à réduire d'au moins 5 %, par rapport au niveau de 1990, les émissions de 6 gaz à effet de serre, sans caractère contraignant pour les pays en développement. Les Etats-Unis, principal pays émetteur de gaz à effet de serre n'ont pas signé le Protocole de Kyoto et la mise en œuvre de ce dernier a été un échec.

A Copenhague, aucun accord n'a pu être trouvé pour l'après-2012. Seule l'Union européenne s'est impliquée avec l'adoption, en 2008, de son « Paquet Climat » aux côtés de quelques autres pays. Mais, ces différentes nations ne représentaient ensemble que 25% des émissions de gaz à effet de serre totales. Néanmoins, c'est à Copenhague que l'objectif chiffré de 2°C d'augmentation maximum de la température a fait l'objet d'un accord réellement mondial. Un pas franchi hautement symboliquement pour la suite.

La COP 21 de Paris, qui se tiendra en décembre, est la troisième conférence emblématique car elle correspond à l'échéance fixée (par la feuille de route de la COP de Durban en 2012) pour l'adoption d'un nouvel accord contraignant sur le climat qui devra entrer en vigueur en 2020.

---

<sup>2</sup> Jean Jouzel a reçu le Prix Nobel de la Paix en 2007. Il a collaboré à une bande dessinée pédagogique sur le réchauffement climatique intitulée « Saison brune » de Philippe Squarzoni – Ed. Delcourt – 2012.

Jean Jouzel précise qu'aujourd'hui, un consensus scientifique existe sur la responsabilité humaine dans le réchauffement climatique. Seuls 10% du réchauffement serait dû à des phénomènes naturels. Le cinquième et dernier rapport du GIEC démontre, par ailleurs, que le réchauffement est directement lié à la concentration en carbone dans l'atmosphère. Si on veut rester sous la barre des 2°C, il ne reste que 250 milliards de tonnes de carbone qui peuvent encore être relâchées dans l'atmosphère, soit 25 ans d'émissions au rythme actuel. Un chiffre qui correspond à moins de 20% des réserves connues d'énergies fossiles, charbon, gaz et pétrole, présentes dans le sol.

Toujours selon Jean Jouzel, il est évident qu'on ne peut pas laisser continuer comme si de rien n'était pendant 25 ans pour ne plus rien émettre du jour au lendemain. Le GIEC estime donc indispensable d'infléchir les émissions avant 2020 et de les diviser par trois entre 2020 et 2050. Il évalue entre 600 et 700 milliards de dollars par an les investissements nécessaires pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et le piégeage du carbone. Dans le scénario proposé par le GIEC, les investissements dans le nucléaire feraient l'objet d'un statu quo mais, à partir de 2020, 200 milliards de dollars annuels devraient être injectés chaque année dans le développement des énergies renouvelables. En outre, la part de l'électricité est appelée à croître dans l'approvisionnement énergétique, notamment pour la mobilité.

Jean Jouzel souligne le grand atout des rapports du GIEC : ceux-ci doivent être adoptés par les représentants des gouvernements et les négociateurs n'ont pas la possibilité de les remettre en cause lors des COP.

## Europe : de leader à suiveur !

Lors de la présentation du rapport sur l'état de l'Union européenne par le Président Juncker, le 9 septembre 2015, Philippe Lamberts, député européen (Ecolo), a déclaré : « *Europe has gone to be a leader to be a lagger* »<sup>3</sup>.

Pourquoi une telle déclaration ?

Lors de la présentation de ce rapport, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a traité de trois sujets : la Grèce, l'Ukraine et les réfugiés. La question du climat, pourtant un enjeu de vie ou de mort pour l'humanité, a été totalement évincée.

Pourtant, comme le précise Philippe Lamberts, l'Europe a un intérêt objectif à s'emparer de cette question. Etant un continent pauvre en ressources naturelles, elle a tout intérêt à s'orienter vers une économie plus sobre à la fois pour des raisons géostratégiques et pour le maintien de sa compétitivité. L'économie européenne est à haute valeur ajoutée. Cependant, il y a de l'intelligence ailleurs dans le monde et si elle veut avoir une place dans l'économie mondiale, l'Union doit développer un leadership dans l'utilisation efficiente des ressources rares.

<sup>3</sup> « L'Europe est passée du statut de leader à celui de suiveur. »

Pour ce faire, toujours selon Philippe Lamberts, la question des investissements est centrale. Lors de la crise financière de 2008, les banques centrales ont inondé le monde de liquidités pour couvrir les pertes liées à la spéculation et empêcher le naufrage des banques. Il faut savoir que seuls 10% de ces montants retournent dans l'économie réelle.

Qui plus est, au nom de la réanimation de l'économie, les nouvelles règles de prudence approuvées par l'Europe afin que les banques financent davantage l'économie réelle et la timide réforme visant à séparer les métiers bancaires (banque d'affaires et banques de dépôt) sont en train d'être remises en cause sous la pression des grandes banques systémiques.

Ce qui intéresse en réalité les banques, c'est d'extraire la valeur ajoutée de l'économie au profit de leur management et de leurs actionnaires. C'est ainsi que la croissance économique ne profite qu'à une très faible minorité et que certains voient leur sort s'améliorer envers et contre tout.

La question de l'investissement et de son orientation est, par conséquent, centrale. Aujourd'hui, néanmoins, face au changement climatique, les décideurs se demandent si nous avons les moyens de payer notre survie ! En 2008, le Paquet « climat-énergie » qui a été adopté avait une ambition réelle.

Pourtant, comme le précise Philippe Lamberts, à l'heure actuelle, l'Europe fait marche arrière sous le faux prétexte de la préservation de sa compétitivité. Pourtant, si rien n'est fait en matière de climat, dans 50 ans, il n'y aura plus d'industrie européenne mais il y aura la guerre...

## **Le climat : une chance pour les représentants des travailleurs**

Lydie Gaudier de la cellule RISE (Réseau intersyndical de Sensibilisation à l'Environnement) souligne l'importance d'avoir un discours positif et non culpabilisateur. Force est de constater qu'a priori, les syndicats envisagent traditionnellement l'environnement comme une contrainte. Une attitude qui peut être compréhensible, notamment en période de crise économique et de fermetures d'entreprise.

Le changement climatique n'est pas un problème qui a un impact immédiat la vie des personnes, comme peut l'être la perte d'emploi. Le fait d'être affecté par un phénomène lié au réchauffement est de l'ordre du calcul de probabilités. Combien y avait-il de chance pour que la Côte d'Azur subisse les inondations exceptionnelles qui l'ont ravagée dernièrement ? Ce caractère d'incertitude fait que les personnes font généralement le pari que cela ne leur arrivera pas.

Le travail des Cellules RISE (constituées au niveau des de la CSC et de la FGTB) est d'informer et de sensibiliser les délégués et les travailleurs sur les questions d'environnement au sens large. Par rapport à la problématique climatique, la position syndicale est, précise Lydie Gaudier, la défense du concept de « transition juste ». Transformer l'économie pour évoluer vers une société 100% énergies renouvelables tout en maintenant l'emploi peut se faire de différentes manières.

Un exemple ? En 2011, les Cellules RISE ont organisés une visite d'étude dans la petite ville picarde de Montdidier. Un projet global de redéploiement socio-économique y a été expérimenté à partir de l'investissement de la régie publique municipale dans les énergies renouvelables : éoliennes, centrale à bois utilisant les ressources locales, panneaux solaires sur les bâtiments publics, etc.

Lydie Gaudier reprend une phrase de la maire de Montdidier : « Le vent picard appartient à tout le monde. Nous préférons que les bénéfices des investissements consentis reviennent aux citoyens plutôt que de rétribuer des fonds de pensions américains, japonais ou australiens ».

Pour la COP 21 les syndicats au niveau international ont opté pour le slogan : « *There is no job on a dead planet* »<sup>4</sup>

En Belgique, les représentants des travailleurs défendent par conséquent une transition qui soit au bénéfice du citoyen et du progrès social. Pour ce faire, différents critères devraient prévaloir : une sécurité sociale forte, ce qui va malheureusement à l'encontre des politiques d'austérité actuelles ; une offre de formation adéquate permettant aux travailleurs de s'approprier les nouvelles compétences correspondant aux futurs emplois verts et d'assurer la reconversion de ceux qui risquent de perdre leur emploi ; des emplois décents, etc. Comme le précise Lydie Gaudier, la transition est inévitable mais elle doit être socialement juste et c'est possible.

## En conclusion : chômage et climat, même combat !

Pour Pierre Larrourou<sup>5</sup>, à l'origine de la proposition « 1.000 milliards pour le climat », nombreux sont encore les sceptiques qui ne réalisent pas le danger du réchauffement climatique.

Pourtant, la concentration en CO<sup>2</sup> dans l'atmosphère a augmenté d'un tiers en 50 ans pour dépasser les 400 ppm<sup>6</sup>. Et les conséquences sont concrètes : aujourd'hui, en Californie, l'eau est rationnée. Cet été, plusieurs milliers de personnes ont dû être évacuées de leur logement à cause des incendies et 2.000 personnes sont décédées en Inde à cause de la canicule. L'année 2014 a été la plus chaude jamais enregistrée et les neuf premiers mois de 2015 sont déjà plus chauds que 2014. Les catastrophes climatiques ont triplé depuis 30 ans.

De plus, parallèlement à cela, la courbe du chômage suit celle du réchauffement. La crise financière actuelle est d'une ampleur sans précédents et le chômage de masse qu'elle engendre est catastrophique. Dans les pays occidentaux, la part des salaires dans la valeur ajoutée se réduit continuellement. De 76% du PIB en 1970, elle est aujourd'hui passée à 57%.

Il est donc illusoire de compter sur la croissance pour résoudre la question du chômage, contrairement aux arguments de ceux qui retardent l'adoption de mesures de lutte contre le changement climatique par peur de porter préjudice à la croissance.

Le taux croissance va en se stabilisant depuis les années '60. Depuis 20 ans, il est en moyenne de 0,7% par an. Il faut donc trouver un nouveau modèle économique qui permette de résoudre à la fois la question du chômage et du climat. Malgré l'essor du gaz de schiste qui inonde le marché d'une énergie quasiment gratuite et les 3.500 milliards € ont déjà été dépensés pour relancer la croissance, l'économie s'effondre.

En réalité, pour Pierre Larrourou, deux mesures sont nécessaires pour sortir du chômage de masse : il faut à nouveau se pencher sur la question du temps de travail et en envisager une

<sup>4</sup> « Il n'y a pas d'emploi sur une planète morte. »

<sup>5</sup> Economiste français, fondateur du Collectif Roosevelt et du parti Nouvelle Donne

<sup>6</sup> Partie par million

réduction collective et, parallèlement, il faut enfin s'atteler sérieusement à la question du climat et aux enjeux d'avenir qui en découle.

Pour cela, Pierre Larrourou met en évidence la création, par la banque Centrale Européenne, de 1.200 milliards € uniquement pour sauver les banques. Ce sont donc 60 à 75 milliards € qui sont créés chaque mois sans aucun débat démocratique et... sans aucun résultat sur le plan économique : seuls les marchés financiers flambent.

Larrourou lance donc sa contre-proposition « 1.000 milliards pour le climat » qui constitue un véritable plan de relance pour sauver le climat et l'économie à partir d'investissements dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

Chaque Etat disposerait d'un droit de tirage de 2% de son PIB pendant 20 ans, laissant ainsi le temps aux filières de s'organiser. Un prêt à taux zéro pour les personnes qui veulent isoler leur maison est un message plus positif qu'une augmentation de la fiscalité et permettrait à chacun d'économiser 800 € par an sur ses dépenses de chauffage, ainsi que de créer des milliers d'emplois.

D'autres leviers sont évidemment à actionner : la réforme de l'agriculture, la taxe sur les transactions financières, les changements de comportement mais c'est l'investissement qui est et reste fondamental !